Recherche et Gestion des Savoirs
RGS/AGC

Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Numéro 1 - Mars 2003

Editorial

Kyoto : à enjeux planétaires, décisions concrètes

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. En mars 2003, c'est la tenue du IIIème Forum mondial sur l'eau à Kyoto, du 16 au 23 mars, qui retient bien entendu notre attention.

En effet, ressource vitale très inégalement répartie sur la planète, l'eau est devenue un enjeu majeur en raison de la pression démographique et des évolutions climatiques. Actuellement, 1,2 milliard de personnes n'a pas accès à l'eau potable, 2,4 milliards de personnes à des services d'assainissement et, d'ici à 2025, les deux tiers de la population mondiale, soit environ 5,5 milliards de personnes vivront dans des régions connaissant de sérieuses pénuries d'eau, où elle est vecteur de maladies, ressource du développement rural et aussi objet croissant de conflits.

Dans le cadre du Sommet mondial sur le développement durable, qui s'est tenu à Johannesburg, en septembre 2002, les dirigeants du monde s'étaient engagés à réduire, de manière significative, la proportion de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et aux services d'assainissements. C'est au défi de la mise en œuvre de ces objectifs que seront confrontés les participants de ce Forum. A cet égard, il a réservé une journée à l'Afrique et de nombreuses sessions auront pour thème, hasard de l'actualité, les ressources en eau au Moyen-Orient.

Dans ce contexte, la France interviendra sur 6 thèmes jugés prioritaires. Il sera ainsi question du financement des travaux liés à l'eau et à l'assainissement et de la charte d'engagement pour l'accès à l'eau et à l'assainissement, initiative reprise au niveau européen sous la forme d'un document de portée internationale intitulée : "principe de gouvernance". Enfin les modalités de mise en place d'un observatoire des services d'eau et d'assainissement, la gestion intégrée des services de l'eau par bassins versants et les méthodes de gestion rationnelle et économe de l'eau sont également au programme. La France abordera aussi le thème de la prévention des inondations jusqu'ici peu débattu dans les instances internationales.

L'AFD organisera, pour sa part, une session intitulée "eau et pauvreté" sous le thème "approvisionnement eau et assainissement : réduire la pauvreté à travers le partenariat public-privé". Par ailleurs, elle participera aux sessions sur : "la gestion intégrée des ressources en eau"; "l'eau et les villes" ; "l'agriculture et l'Afrique" ; "assainissement" ; "centime par m3" ; "observatoire des services d'eau" ; "eau et culture". Le FFEM interviendra sur les thèmes de "la gestion intégrée des bassins versants", et "eau et paix".
- BN/ChS -

- ***Lire aussi** le n° spécial de la revue Afrique Contemporaine, mars 2003*
- ***Département de l'information des Nations Unies, Sciences du Sud, février 2003***
- *http://www.worldwaterforum.org*

Dans ce numéro

L'EAU
Patrimoine commun de l'humanité
Les acteurs français se mobilisent
Irrigation et développement
Agenda

LA TERRE
Kyoto et l'économie de l'effet de serre
Changement climatique et services
Forêts tropicales, déforestation durable
Agenda

LES HOMMES
Nutrition et politiques publiques
Etat de la population mondiale 2002
Partenariats public-privé pour la santé
Agenda

LES ORGANISATIONS
Jihad humanitaire et ONG islamiques
2002, année record pour MEDA
De Doha à Cotonou : éclairage
Agenda

DROIT, REGULATION
Criminalité financière
Gafi : rapport 2002-2003
Etat de droit et développement
Agenda

GEOGRAPHIES
L'expérience industrielle de la Tanzanie
Panorama économique méditerranéen
Trajectoires économiques au Maghreb
Agenda

L'EAU

➢ L'ouvrage

L'eau patrimoine commun de l'humanité - Centre Tricontinental - Ed. l'Harmattan, 2002 - 307 p. - Cote U3.102

La problématique de l'eau occupe désormais une place centrale dans les grands débats internationaux sur l'avenir de l'humanité. Et pour cause : patrimoine universel, bien commun des peuples, source de vie, "l'or bleu" est plus que jamais en péril. Expression des rapports sociaux injustes qui prévalent entre les nations et à l'intérieur de chacune d'entre elles, les pénuries d'eau ne sont pas, selon les auteurs, des fatalités. La gestion de cette dernière est l'objet de conflits, sa contamination le résultat d'un modèle de développement productiviste et sa privatisation la manifestation de l'emprise du marché et du profit sur les besoins humains. L'ouvrage défend que l'accès à l'eau est aussi une question éthique, car il s'agit d'un bien collectif et menacé. Il doit donc être considéré comme un droit fondamental à assurer à l'ensemble de l'humanité.

➢ Le rapport web

De l'eau pour le XXIème siècle : de Paris 1998 à Kyoto 2003, les acteurs français de l'eau se mobilisent - OIEAU, 2003 - Cote U3.120

La déclaration ministérielle de La Haye a énuméré les sept principaux défis auxquels l'humanité doit faire face pour assurer la sécurité de l'approvisionnement en eau au XXIème siècle. Même si les acteurs français de l'eau partagent les vues exprimées à La Haye, il leur est apparu nécessaire de présenter dans ce rapport leurs propres propositions pour une politique cohérente de l'eau, comme les y invite d'ailleurs la préparation du 3ème Forum mondial de l'eau qui aura lieu à Kyoto au Japon en mars 2003.

Afin d'apporter une réponse globale et cohérente aux multiples problèmes qui se posent dans le monde, la France souhaite promouvoir une gestion intégrée des ressources en eau associant tous les acteurs. Cette stratégie repose sur trois orientations : une collaboration étroite entre les intervenants (secteur public, secteur privé, scientifiques), une concentration de l'aide sur les quatre domaines où la France présente une valeur ajoutée particulière (appui institutionnel à la gestion, relation eau et agriculture, santé-environnement-développement et trilogie information-formation-documentation) et la valorisation d'une approche respectueuse des cultures de l'eau.

http://www.oieau.fr/pdf/VISION-2003-F.pdf

➢ L'article

Irrigation et développement - Revue thématique Agridoc, 4è trim. 2002 - 37 p. - Cote COLL

La gestion des ressources en eau constitue un élément-clé du développement durable à l'échelle mondiale et l'eau agricole joue un rôle de premier plan dans la sécurité alimentaire des pays du Sud. Aussi, sont présentés dans ce numéro une série d'articles retraçant la forte implication de la coopération française dans ce domaine à travers les orientations et les actions du ministère des Affaires étrangères et de l'Agence française de développement.

Ensuite, ce numéro propose des articles de réflexion sur la participation du secteur privé, la prospective de l'usage de l'eau en Méditerranée, les crises de la gestion de l'eau et les orientations de la recherche. La rubrique "Expériences" décrit dans certains pays du Sud des réalisations portant sur les transferts de gestion, ainsi que les petites technologies de la valorisation des eaux usées en irrigation.

➢ L'agenda

- ***Ecomed Pollutec, 11-14 mars 2003, Barcelone, Espagne***
- ***Premier Forum alternatif mondial de l'eau, 21- 22 mars, Florence, Italie***
- ***Les entretiens de l'environnement : les déchets, 26-27 mars 2003, Pau, France***
- ***Conférence internationale "Hydrologie des régions méditerranéennes et semi-arides", 1er-4 avril 2003, Montpellier, France***

LA TERRE

➢ L'ouvrage

Kyoto et l'économie de l'effet de serre - R Guesnerie, rapport n° 39 du Conseil d'analyse économique - La Documentation française, 2003 - 257 p. - Cote H4.193

Depuis la décision des Etats-Unis de ne pas ratifier le protocole de Kyoto, le débat sur l'effet de serre a pris un tour plus polémique car c'est l'opportunité d'une action qui est à nouveau discutée. Ce rapport, qui s'appuie sur un travail conjoint de climatologues et d'économistes, plaide pour que l'élan donné à Rio à la lutte internationale contre l'effet de serre soit préservé et pour que la régulation par les quantités avec marché de permis définie à Kyoto soit appliquée. L'auteur propose aussi deux grandes réformes : - intégrer un principe de réduction des émissions sur le long terme plus favorable aux pays en développement et moins contraire à l'équité, afin que ces pays rejoignent Kyoto - et rééquilibrer par des contreparties commerciales spécifiques l'érosion de compétitivité que vont subir les pays qui appliquent Kyoto. Ces réformes exigent une action internationale difficile et résolue car elles touchent à deux points critiques des relations économiques mondiales : les avantages historiques des pays développés, notamment en matière de pollution, et la suprématie des règles commerciales sur les autres normes internationales.

➢ Le rapport web

Climate Change and the Financial Services Industry - Changement climatique et services financiers - UNEP Finances initiatives, 2002 - 36 + 50 p. - Cote H4.194

Dans ce rapport l'UNEPFI annonce que la mauvaise prise en compte du dérèglement climatique coûtera 150 milliards $ par an pendant au moins dix ans si les institutions financières continuent de sous-évaluer les pertes dues aux catastrophes naturelles. Il souligne que les "conséquences économiques des catastrophes naturelles induites par les changements climatiques pourraient ruiner les marchés boursiers et les places financières du monde". Sur ce sujet, le PNUE a organisé le 10 janvier dernier à Paris, avec le concours de l'Observatoire sur la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE), la Caisse des Dépôts, la Société Générale et Dexia, un séminaire européen intitulé "Finance, environnement et Développement durable". L'objectif de cette rencontre était la présentation d'outils et de techniques politiques de gestion des organismes financiers dans le contexte des catastrophes naturelles.

http://unepfi.net/cc/mod1_ccwg_unepfi.pdf
http://unepfi.net/cc/mod2_ccwg_unepfi.pdf

➢ L'article

Forêts tropicales, déforestation durable ? Peuples en marche n° 183, février 2003 - pp. 7-17 - Cote COLL

Dans ce dossier consacré aux attaques subies par les forêts tropicales, les auteurs soulignent tout d'abord le danger d'une destruction totale de la forêt primaire comme cela s'est produit à Madagascar ou en Indonésie et son remplacement par des plantations plus lucratives mais désastreuses pour l'environnement. Ensuite, ce dossier examine l'attitude des sociétés forestières dans le bassin du Congo qui jouent un rôle majeur dans la surexploitation des forêts, 11 millions d'ha de forêts disparaissant chaque année dans cette région. A cet égard, l'ONG "Les Amis de la Terre", estime que "les projets de l'Agence française de développement, visant à accompagner une dynamique d'aménagement forestier en Afrique Centrale, ne présentent pas actuellement les garanties nécessaires permettant d'attester que les entreprises bénéficiaires s'intègrent dans une démarche de gestion durable des forêts". Elle demande donc que l'AFD redéfinisse sa politique forestière.

➢ ***Lire aussi** la Revue de Presse thématique n° 25 de RGS/AGC sur "Forêts et pays du Sud", janvier 2003*

➢ L'agenda

- ***Terratec, salon international de l'environnement et de l'énergie, 11-14 mars, Leipzig, Allemagne***
- ***Colloque européen sur "l'investissement local dans les énergies renouvelables", 14 mars, Paris, France***

LES HOMMES

➢ L'ouvrage

Nutrition et politiques publiques : propositions pour une nouvelle approche des enjeux alimentaires - Ed. Charles Léopold Mayer, 2002 - 130 p. - Cote H1.200

Cet ouvrage part du constat que plus de la moitié de la population mondiale est atteinte par une forme ou une autre de malnutrition, maladies de carences et/ou d'excès ayant des conséquences énormes sur le développement humain et sur celui des sociétés. Il affirme que, malgré certains progrès, les objectifs des programmes internationaux sont loin d'être atteints et propose une approche plus globale et plus complexe dans ses applications. Cette approche consiste d'abord à placer le bien-être nutritionnel au centre des modes de vie, de production et de consommation, dans le cadre de politiques publiques intégrant préoccupations environnementales et justice sociale, obligeant ainsi à repenser les fondements théoriques et pratiques de nombreuses politiques et interventions. Cette approche s'articule autour des axes de la nutrition publique, du droit à l'alimentation en tant que droit de l'homme, de la place des femmes dans les politiques nutritionnelles, de la qualité de l'alimentation, du rôle de l'agriculture, de l'industrie agro-alimentaire, de l'Etat et du consommateur, de la sensibilisation et de l'éducation.

➢ Le rapport web

Etat de la population mondiale 2002 - FNUAP, 2002 - 80 p. - Cote H1.193

Dans ce rapport annuel, le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) note que la population des pays les moins avancés (PMA) a triplé depuis 1965 et "semble devoir encore tripler au cours des 50 prochaines années". Le FNUAP évoque un "effet population" sur la croissance et confirme que les pays en développement dont la croissance démographique s'est ralentie ont eu une croissance économique plus rapide. Il souligne à cet égard le rôle déterminant des investissements sociaux dans les PMA. Il insiste sur le fait que les politiques de santé sont un véritable levier de croissance, citant le cas du sida responsable d'un recul de 0,8% de la croissance par habitant en Afrique dans les années 90.

http://www.unfpa.org/

➢ L'article

Partenariats public-privé pour la santé : une stratégie pour l'OMS - Organisation mondiale de la santé, 2002 - 7 p. - Cote DTS

Cet article porte sur les rapports de l'OMS avec le secteur commercial, notamment dans le cadre de partenariats. Les grandes lignes de l'action de l'Organisation y sont exposées et les critiques formulées à l'encontre des partenariats public-privé y sont examinées. Les mesures prises récemment par l'OMS pour répondre aux questions qui se posent sont également évoquées. On y fait valoir que le partenariat entre l'OMS et le secteur commercial est inévitable et que s'il offre des avantages considérables, il présente aussi des risques importants, tant pour l'Organisation que pour la santé publique. Enfin, est proposée une stratégie visant à orienter le débat sur des questions essentielles pour l'OMS quant à son rôle dans la promotion et la protection de la santé publique.

➢ L'agenda

- ***Journée mondiale de la Francophonie, 20 mars***
- ***Gemdev - Groupe Décentralisations : "espaces communautaires et espaces publics : contrastes et chevauchements", 20 mars 2003, Paris, France***
- ***Journée mondiale de la tuberculose, 24 mars 2003***
- ***Gemdev -Groupe TIC : "impacts des TIC sur le tissu social", 28 mars, Paris, France***

LES ORGANISATIONS

➢ L'ouvrage

Jihad humanitaire : enquête sur les ONG islamiques - Abdel Rahman Ghandour - Flammarion, 2002 - 346 p. - Cote R3.089

Créées par des musulmans pour défendre la cause de l'islam, les ONG islamiques sont apparues depuis une vingtaine d'années. Dotées de moyens financiers considérables, elles sont présentes sur tous les fronts lorsque l'Etat est défaillant, elles scolarisent les enfants, prennent en charge les indigents et les orphelins. Dans les pays en guerre, elles soignent les blessés, accueillent les réfugiés. Et en Occident même, dans les prisons, les hôpitaux, les banlieues, elles assistent détenus, malades et défavorisés. Partout elles construisent des mosquées, partout elles suscitent une forte mobilisation politique. Parce qu'elles conjuguent action caritative et prosélytisme, les ONG islamiques sont, selon l'auteur, les instruments modernes du jihad.... "un jihad humanitaire". Mais qui sont-elles ? Qui les finance ? Quels liens ont-elles avec les mouvements islamistes à l'heure où le terrorisme fragilise l'équilibre du monde ? Quelles relations entretiennent-elles avec les Etats "exportateurs" d'islam, avec les ONG occidentales ? Jusqu'où ces nouveaux missionnaires mèneront-ils la lutte pour défendre leur cause ?

➢ Le rapport web

2002, année record pour le programme MEDA - Dossier spécial Euromed - Commission européenne, 2003 - 13 p. - Cote R3.092

Ce rapport est un dossier spécial sur le programme MEDA qui a fonctionné en 2002 sur les nouvelles structures établies par la réforme de l'aide extérieure de l'UE pour la période 2000-2006. Il souligne que l'année qui vient de se terminer a été une année record, d'une part pour les sommes effectivement versées grâce au renforcement des moyens humains et financiers, et d'autre part grâce à un gain d'efficacité qui s'est traduit par une résorption partielle des fonds inutilisés et l'amélioration de la qualité des projets. D'autres records ont également été battus comme le nombre de signatures de contrats par la Commission européenne avec les organismes partenaires chargés de la réalisation des projets.

http://europa.eu.int/comm/external_relations/euromed/publication.htm

➢ L'article

Eclairage sur les négociations commerciales de Doha à Cotonou - ECDPM, ICTSD ODI, 2002, Vol.1, n° 4 - 8 p. - Cote COLL

Souvent critiquée pour les distorsions qu'elle provoque sur les marchés mondiaux de produits agricoles à cause des subventions octroyées aux producteurs européens qui rendent leurs produits plus compétitifs à l'exportation, entraînant surproduction et baisse des prix mondiaux, la réforme de la PAC fait couler beaucoup d'encre. Elle a en effet une incidence sur les pays ACP puisqu'une part importante de leurs exportations est constituée de produits agricoles potentiellement concurrentiels. En principe, l'accès au marché européen est libre pour ces derniers en vertu de l'Accord de Cotonou, mais les produits agricoles régis par la PAC ont des préférences restreintes.

Dans cet article, les auteurs s'interrogent sur l'enjeu pour les pays ACP de la réforme de la PAC et des préférences ACP concernant notamment le sucre, la viande bovine, les produits laitiers, la banane, le coton, le tabac, les fleurs et fruits exotiques.

http://www.acp-eu-trade.org/tni_fr.html

➢ L'agenda

- ***Débat sur l'évolution de l'Agence française de développement (AFD) et des partenariats public-privé, CFCE, 6 mars 2003, Paris, France***
- ***2ème réunion consultative du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 6-7 mars, Berlin, Allemagne***
- ***La cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, 17 mars-25 avril 2003, Palais des Nations, Genève, Suisse***
- ***Les conséquences économiques et sociales des crises humanitaires, 27-28 mars 2003, Genève, Suisse***

DROIT, REGULATION

➢ L'ouvrage

Criminalité financière : comment le blanchiment de l'argent sale et le financement du terrorisme sont devenus une menace pour les entreprises et les marchés financiers - Ed. d'Organisation, 2002 - 300 p. - Cote E5.199

L'argent du crime s'est immiscé dans tous les rouages de l'économie légale et en particulier dans les entreprises et les marchés financiers. Les investigations sur les récents attentats de New York ainsi que la mise en cause de grandes banques internationales ont démontré l'ampleur du phénomène. Le "Produit Criminel Brut" est aujourd'hui estimé à environ 1000 milliards de dollars. Les conséquences pour les entreprises, dans lesquelles l'argent du crime s'est introduit, sont très lourdes : mise en cause des dirigeants, atteintes à l'image, perquisitions, etc. Cet ouvrage propose de mieux cerner ce phénomène tant par une meilleure connaissance des méthodes utilisées par les criminels que par des conseils pour faire face à cette menace.

➢ Le rapport web

GAFI : rapport 2002-2003 sur le blanchiment de capitaux - 33 p. - Cote ORI

Le rapport 2002-2003 sur les typologies du blanchiment de l'argent (Report on Money Laundering Typologies 2002-2003), qui fait suite à la réunion du Groupe du Gafi sur les typologies, en novembre 2002 à Rome et à la deuxième réunion plénière du GAFI-XIV du 14 février 2003 à Paris, met l'accent sur les tendances actuelles et les nouvelles menaces. Il souligne les méthodes de financement du terrorisme et notamment l'usage abusif des organisations à but non lucratif et des systèmes informels de transfert de fonds ou de valeurs (tel que le système hawala (sous-continent indien), hundi (Pakistan), fei-chien (Chine) et le marché noir d'échange du peso (Cuba)). Le rapport insiste également sur la vulnérabilité des marchés de titres ainsi que sur les liens entre le commerce des diamants et de l'or, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Par ailleurs, la Grenade a été retirée de la liste des Pays et territoires non coopératifs (PTNC), où figurent à ce jour les îles Cook, l'Egypte, le Guatemala, l'Indonésie, le Myanmar, Nauru, le Nigeria, les Philippines, Saint-Vincent et les Grenadines et l'Ukraine.

http://www1.oecd.org/fatf/pdf/TY2003_en.pdf

➢ L'article

Etat de droit et développement économique : l'étrange discours des institutions financières internationales - John K. M. Ohnesorge - Critique Internationale, n° 18, janvier 2003 - pp. 46-55 - Cote COLL

La dernière décennie a vu un regain de l'expression "Etat de droit" dans le discours juridique et politique, tant aux Etats-Unis qu'à l'échelle internationale. Cet article analyse moins ce regain d'intérêt aux Etats-Unis que le phénomène parallèle qui s'est produit à peu près au même moment à l'échelle internationale sous la conduite des institutions financières internationales, des organisations d'aide publique au développement américaines et européennes et, dans une moindre mesure, des organisations non gouvernementales. Il examine tout particulièrement le rôle que joue la rhétorique de l'Etat de droit dans les écrits sur le développement économique, ainsi que son évolution.

➢ ***Lire aussi les actes du colloque BIRD/AFD de décembrec2002 sur "Gouvernance et ressources naturelles" http://www.afd.fr (rubrique "Publications" Etudes à télécharger)***

➢ L'agenda

- ***Conférence sur "l'Etat-nation - Conditions et partenaire de la mondialisation", 12 mars 2003, au CERIC, Paris, France***
- ***Cinquième réunion du Groupe anti-blanchiment d'Afrique Orientale et Australe (GABAOA), 17-19 mars 2003, Dar es Salaam, Tanzanie***
- ***Quinzième édition du salon "Avenir Export-Avenir Expat" sur le thème de la gestion du risque, 11-13 mars, Paris, France***

GEOGRAPHIES

➢ L'ouvrage

The Industrial Experience of Tanzania - L'experience industrielle de la Tanzanie - Adam Szirmai et Paul Lapperre - Palgrave, 2001 - 411 p.- Cote PTZ.004

L'expérience industrielle tanzanienne peut être prise comme exemple en Afrique subsaharienne car la Tanzanie possède de nombreux points communs avec les économies des autres pays de la zone. A l'accession de son indépendance en 1961, le pays n'avait aucun héritage industriel et son secteur agricole représentait la majeure partie de son économie.

Cet ouvrage présente, dans la première partie, le long chemin parcouru par ce pays de l'indépendance jusqu'à nos jours, l'évolution de son PIB, de l'emploi, de la productivité et le rôle de la technologie dans l'industrialisation du pays. La seconde partie est consacrée à l'innovation, aux aptitudes technologiques et au choix des techniques qui a été fait. La troisième partie concerne l'aspect environnemental et énergétique et la dernière partie tire les leçons des expériences passées, de la réforme économique et des perspectives pour l'avenir.

➢ Le rapport web

Economic Review of EU Mediterranean Partners - Panorama économique des partenaires méditerranéens de l'UE - UE, 2003 - 94 p - Cote ZMT.022

La Commission européenne a publié cette première édition du "Panorama économique des Partenaires méditerranéens de l'UE" (The Economic Review of EU Mediterranean Partners) lors de la conférence sur "l'Europe, la Méditerranée et l'euro", qui s'est déroulée les 3-4 février 2003 à Athènes. Cette publication fait le point sur les récentes évolutions macro-économiques et structurelles chez les Partenaires méditerranéens de l'Union européenne, l'Algérie, l'Egypte, Israël, la Tunisie et Gaza. Elle établit également une synthèse des relations récentes entre l'Europe et ses Partenaires méditerranéens, après un bilan des actions menées sur le plan bilatéral et multilatéral.

http://europa.eu.int/comm/economy_finance/publications/occasional_papers/occasionalpapers2_en.htm

➢ L'article

La trajectoire économique des pays du Maghreb - Adama Konate - Problèmes économiques, 12 février 2003 - pp. 28-32 - Cote COLL

L'Algérie, le Maroc et la Tunisie sont passés dans les vingt dernières années d'un modèle économique dirigiste à un système libéral. Si les indicateurs économiques externes (solvabilité, niveau des réserves de change, etc.) apparaissent satisfaisants, certaines caractéristiques internes (prépondérance du secteur primaire, indicateurs sociaux) restent susceptibles d'entraver le développement de ces pays à moyen terme. Quel bilan peut-on faire de ces modèles de développement ? Par ailleurs, les pays du Maghreb doivent relever, dans les prochaines années, les défis de la concurrence accrue sur leurs marchés traditionnels d'exportation avec notamment l'élargissement de l'Union européenne et les accords d'association passés avec celle-ci.

➢ L'agenda

- ***Conférence internationale sur "Rôle du Vietnam dans l'économie asiatique", 5-7 mars 2003, Hanoï, Vietnam***
- ***Séminaire sur l'efficacité et la sélectivité de l'aide au développement, OCDE, 10 mars 2003, Paris, France***
- ***Sommet de la Communauté économique des Etats Sahélo-Sahariens, CEN-SAD, 14-15 mars 2003, Niamey, Niger***
- ***Forum sur l'investissement en Afrique TransAfrica, 21 mars-4 avril 2003, Londres, Royaume-Uni***

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eeau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternitaire* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee premiére* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibt* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'Iaurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financiére* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia international* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturales simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook.*

Responsable de la rédaction :
Robert **PECCOUD**

Coordination :
Bertrand **NORA**
Chantal **SARALLIER**

Réalisation :
Monique **LAFFAITEUR**
Annie **LOPEZ-PORTZERT**
Chantal **SARALLIER**
Sylvie **SCIANCALEPORE**
Danièle **SEGUI**

Saisie/mise en page
Francine **GILBERT**

Pour contacter RGS/AGC ☎: 01 53 44 35 95 - e-mail : gilbertf@afd.fr